

Parlez-vous européen ?

Le multilinguisme est un principe de base de l'Union européenne. Mais dans le travail quotidien des institutions et dans la communication externe avec les citoyens et les États membres, il est de moins en moins respecté.

Par Nina Drewes

„Bienvenue au Parlement européen, où toutes les voix comptent“, „Willkommen im Europäischen Parlament, wo jede Stimme zählt“... Cette phrase résonne en 23 langues différentes au Parlamentarium, le centre des visiteurs du Parlement européen. Sur le site officiel des institutions européennes (europa.eu), on peut lire que le multilinguisme est au cœur de la diversité culturelle de l'Union. Ce n'est pas pour rien que la devise de l'UE est "Unie dans la diversité".

Le règlement numéro 1 du Conseil de la Communauté Économique Européenne prévoit depuis 1958 que les textes adressés aux institutions peuvent être rédigés dans l'une des langues officielles choisie par l'expéditeur et que la réponse est à donner dans la même langue. Quand une institution adresse un document à un État membre, elle doit le faire dans la langue de cet État. Par ailleurs, les règlements et autres textes de portée générale sont rédigés dans toutes les langues officielles.

Ce qui a commencé avec quatre langues – l'allemand, le français, l'italien et le néerlandais – s'est transformé au fil des années et des adhésions de nouveaux États membres en une vraie tour de Babel avec 23 langues officielles (*voir encadré*). Et la mise en pratique de cette multitude linguistique touche de plus en plus à ses limites.

Domination de l'Anglais

Les institutions peuvent déterminer dans leurs règlements intérieurs comment elles appliquent le régime linguistique. Ainsi, le français est traditionnellement utilisé par la Cour de justice européenne, tandis que la BCE recourt surtout à l'anglais. La Commission européenne utilise, elle, l'anglais, le français et l'allemand comme langues de travail. Mais la répartition ne pourrait pas être plus inégale : Aujourd'hui, 80% des documents sont rédigés en langue anglaise, 6% en français (alors qu'ils étaient 58% il y a 25 ans) et seulement 2,3 % en allemand.

La Commission emploie 1750 experts de langues, 600 interprètes permanents et 3000 interprètes free-lance... ce qui fait d'elle le plus grand appareil de traduction au monde.

Pourtant, "pour des raisons de temps et de budget, relativement peu de documents de travail sont traduits dans toutes les langues", peut-on lire sur europa.eu. Un argument souvent entendu par ceux qui luttent activement pour le respect du multilinguisme.

"On nous dit que ça coûte cher", dit Astrid Guillaume, vice-président de l'Observatoire européen du plurilinguisme (OEP). „Mais c'est un faux prétexte. Le budget de la traduction représente environ 1 milliard d'euros, donc moins de 1 pourcent du budget total de l'union. C'est une goutte d'eau dans un océan.“

„L'Anglais fait une pression terrible à la Commission“, déplore également Claire Goyer, présidente de l'association Bruxelles-Europe-diversité linguistique. Selon elle, le pire est que la langue en souffre elle-même : „5% des fonctionnaires seulement sont de langue maternelle anglophone. Ce ne sont donc pas les natifs qui rédigent en anglais, mais les non anglophones. Cela pose un vrai problème de qualité. Au point qu'une unité d'aide à la rédaction a dû être créée au sein de la Direction générale de la traduction.“

L'efficacité avant le multilinguisme

Dans la vie quotidienne des institutions, cela semble être devenu une habitude. "L'anglais est la

lingua franca du Parlement européen”, témoigne Stefan Schneider, assistant parlementaire de la députée allemande Jutta Steinruck (SPD). “La plupart du temps, je parle et écris en allemand, car le groupe germanophone est le plus grand du parlement. Mais si mon interlocuteur ne maîtrise pas l’allemand, j’utilise l’anglais. En ce qui concerne le français, je le parle tout au plus à la cantine ou au supermarché.”

L’utilisation des langues est aussi une question de générations. Chez les députés plus âgés, le français est encore très répandu. Parfois, ils ne maîtrisent pas ou peu l’anglais. Au bureau du député français Gaston Franco (PPE), on essaie d’encourager l’utilisation du français. „Quand une entreprise française me donne un document en anglais, je le refuse“, explique Noël Felten-Ambrosini, assistant parlementaire de M. Franco. „En règle générale, ils nous renvoient la version française dans la demi-journée“. Une solution de facilité?

Alors que la règle de la traduction est respectée dans 90% des cas en plénière selon Noël Felten, il arrive souvent qu’un document soit soumis uniquement en anglais en commission parlementaire. „On peut refuser de voter un texte qui n’est pas traduit, mais si c’est le cas, tout le monde prend le député concerné en grippe parce qu’il bloque le processus“, dit-il. „Les autres estiment que l’urgence de la situation permet de déroger à la règle du multilinguisme.“

Droit à l’information

Il est impossible d’influencer la langue de communication interne des institutions. C’est pourquoi Dietrich Voslamber, qui dirige le groupe de travail “Politique linguistique en Europe” au sein du Verein Deutsche Sprache (Association pour la langue allemande), concentre ses efforts sur la communication externe. Car les vrais problèmes émergent quand une langue domine toutes les autres dans les appels d’offres, dans le rapport avec les citoyens (notamment sur les sites Internet), ou dans les médias.

Fin mai, Jean Quatremer, correspondant à Bruxelles pour le journal *Libération*, a dénoncé dans un courrier adressé au bureau du porte-parole de la Commission le fait que les recommandations économiques de la Commission pour les États membres – 1500 pages en tout – avaient été publiées uniquement en anglais. „La Commission a des pouvoirs dans le domaine des budgets nationaux, domaine extrêmement sensible“, a ainsi écrit M. Quatremer. „Le droit d’être informé dans sa propre langue des sacrifices budgétaires et sociaux que demande l’exécutif communautaire me paraît un minimum“.

Une attitude visiblement partagée par Norbert Lammert, le président du Bundestag. Lorsque Bruxelles lui a envoyé en 2006 les rapports d’observation officiels sur l’état des négociations d’adhésion avec la Bulgarie et la Roumanie, il s’agissait de documents uniquement imprimés en anglais dans leur version intégrale. Il a alors refusé de les soumettre au Bundestag. “C’était la réaction nécessaire au non respect croissant du régime linguistique de l’UE”, a expliqué M. Lammert au *Spiegel*.

Une réaction qui souligne un tournant dans la politique allemande, et qu’apprécie M. Voslamber du Verein Deutsche Sprache. Selon lui, “la langue allemande traîne une existence misérable dans les institutions européennes”. L’allemand, bien qu’il soit avec plus de 90 millions de locuteurs natifs la langue maternelle la plus parlée de l’UE, serait en perte de vitesse depuis l’adhésion de la Grande-Bretagne et de l’Irlande en 1973. Et par la suite, les hommes politiques allemands ne s’en seraient pas préoccupés pendant des années. “Les Allemands sont fiers de maîtriser des langues étrangères“, dit M. Voslamber, “et ils aiment afficher ces connaissances. Les Français par contre aiment mettre en avant la beauté de leur propre langue”.

Par conséquent, les Allemands ont pris l’habitude de parler anglais lors de rencontres officielles. Dans un entretien accordé au *Spiegel* en octobre 2011, le ministre des Finances fédéral, Wolfgang Schäuble, s’est demandé pourquoi il devait toujours parler en premier aux Conseils des ministres : “Les autres pourraient aussi commencer, d’autant plus que mon accent en anglais n’est pas le meilleur !” Un cas typique et une logique bizarre selon M. Voslamber, étant donné la présence systématique d’interprètes pendant ces rencontres.

“Lors des échanges oraux, l’anglais prédomine même quand les cabines des traducteurs sont actives dans d’autres langues, ce qui met au chômage technique certains traducteurs lors des échanges”, renchérit Astrid Guillaume de l’OEP. Elle trouve choquant que les Allemands parlent

parfois même Anglais entre eux : „Les germanophones sont eux-mêmes en train de tuer leur langue“.

La langue, c'est le pouvoir

Mais selon M. Voslamber, les Allemands prennent de plus en plus conscience ces dernières années qu'il leur faut protéger leur langue. "L'allemand n'est plus vu comme simple moyen de communication, mais comme outil de diffusion de ses propres points de vue, surtout dans le monde économique. Quand on négocie un contrat dans sa propre langue, on est supérieur à son interlocuteur."

La lutte pour le maintien de la diversité linguistique est laborieuse. Pourtant, Astrid Guillaume, Claire Goyer et Dietrich Voslamber ne renoncent pas. Et de nombreux autres acteurs en font de même. Des initiatives et associations n'arrêtent pas d'être fondées pour aider les citoyens à comprendre toutes les facettes de l'Europe et rendre une vraie démocratie possible.

Côté officiel aussi, des mesures sont prises. Ainsi, Ludovic Laporte, membre de la Direction générale de la Traduction, a souligné début 2011 qu' "avec l'élargissement de 2004, la question linguistique revient au centre des préoccupations de la Commission". Depuis, il y a un portefeuille pour le multilinguisme, qui fait actuellement partie du domaine de compétences de la Commissaire de l'Éducation. Depuis le traité de Lisbonne, la diversité linguistique est par ailleurs inscrite dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Reste à savoir si tous ces petits pas auront une influence au-delà de leur valeur symbolique.

Encadré 1

Les langues officielles de l'UE

Les 23 langues officielles et de travail de l'Union européenne sont l'allemand, l'anglais, le bulgare, le danois, l'espagnol, l'estonien, le finnois, le français, le grec, le hongrois, l'irlandais, l'italien, le letton, le lituanien, le maltais, le néerlandais, le polonais, le portugais, le roumain, le suédois, le slovaque, le slovène et le tchèque.

Encadré 2

Anecdote

On raconte dans les cercles européens qu'à la signature du traité de Rome en 1957, toutes les versions linguistiques du document n'étaient pas encore disponibles. Les ministres des Affaires étrangères belge, français, italien, luxembourgeois, néerlandais et allemand signèrent alors un traité contenant des pages blanches.

Encadré 3

Les Européens et leurs langues

Résultats du nouveau Eurobaromètre sur les langues, à paraître le 21 juin
